

[Emre Öngün](#) revient, dans cet article écrit sur le vif pour le site d'[Ensemble!](#), sur le résultat du référendum qui a eu lieu dimanche dernier en Turquie et qui approfondit encore davantage la [dérive autoritaire sans fin](#) du régime d'Erdogan.

Les sources pro-gouvernementales affirment que le « Oui » à la réforme constitutionnelle d'Erdogan a obtenu 51,3 % lors du référendum du dimanche 16 avril. Or, ces chiffres ne sont pas seulement contestables (voir plus loin), ils constituent la sanction d'un pari partiellement raté pour Erdogan.

En mettant sur pied son projet de modification constitutionnelle, R.T.Erdogan voulait parachever son projet de reformatage de l'Etat autour du modèle de « l'homme fort » pour juguler la crise politique, sociale et économique endémique dans laquelle il a entraîné la Turquie. Cette modification de la Constitution fait légalement du président dans la République l'unique source de décision et d'initiative politique du pays.

Le calcul était assez simple : l'addition des voix de l'AKP et du parti ultranationaliste MHP lors des élections du mois de novembre 2015 approche des 60 %. La légitimité donnée par la tentative de coup d'Etat raté du 15 juillet 2016 et une plus forte répression encore sur le HDP, seul parti démocrate de manière conséquente au Parlement... tout cela devait assurer une victoire assez facile.

Et le régime de l'Etat-AKP (le parti d'Erdogan) a mis tous ses moyens dans la balance. Des centaines de militant-es kurdes et d'organisations de gauche ont été arrêté-es, les co-président-es du HDP ainsi qu'une douzaine de député-es sont en prison, la plupart des villes dirigées par le BDP (composante du HDP dans le Kurdistan) ont vu leurs maires destitués et en grande partie incarcérés, de nombreux titres de presse ont été interdits, des dizaines de milliers de fonctionnaires exclu-es de leur emplois, des séances au Parlement consacrés à la réforme durant lesquels les députés furent brutalisés...

La campagne elle-même a été un simulacre, avec une répartition du temps de parole ultra inégalitaire entre les différents partis, principalement au détriment du HDP etc.

En résumé, le référendum en Turquie s'est déroulé dans un contexte de répression tout azimut contre les partisans du « Non », surtout le HDP et la gauche radicale, et dans des conditions éloignées même des minima d'une démocratie bourgeoise.

Pourtant, paradoxalement, le dispositif qui devait parachever le triomphe du projet autoritaire-sunnite-conservateur a révélé les contradictions internes et les faiblesses des forces qui les portent. Ainsi, le MHP est traversé d'une grave crise interne dont rien ne dit qu'il se relèvera : plusieurs de ses députés ont soutenu le « Non » contre l'avis du président du parti et il était piquant de voir des vétérans du fascisme « alla turca » défendre les droits du Parlement face au pouvoir d'un individu seul. Surtout, cette crise est encore plus profonde dans la base électorale de ce parti. Dès lors, le « Non » avait de réelles chances de l'emporter... même si ce n'était pas principalement sur une base de gauche.

Le jour du vote, le contexte répressif n'a pas suffi au régime. Au mépris de sa propre légalité, le Haut Conseil Electoral a déclaré, au milieu des procédures de votes, que les bulletins ne comportant pas le tampon officiel permettant d'attester de leur validité seraient tout de même valides « à moins qu'il y ait des preuves qu'ils aient été apportés de l'extérieur »... ce qui est bien sûr absolument impossible. Ainsi, des bulletins de vote non vérifiables ont été pris en compte. Le CHP (pseudo-centre-gauche nationaliste, partisan du « Non ») estime que 1,5 millions de bulletins sont concernés, le HDP estime pour sa part que les 2/3 des bureaux de vote ont fait l'objet d'irrégularités et a

affirmé ne pas reconnaître de résultats jusqu'à ce que ses démarches n'aient pas pris fin

Malgré tout cela - la répression, l'inégalité de la campagne, les irrégularités le jour du vote - le « Oui » n'aurait obtenu que 51,3 % des voix selon l'agence de presse pro-gouvernementale Anadolu. En d'autres termes, avec une campagne durant lesquelles les droits démocratiques auraient été respectés et avec un scrutin qui ne soit pas entachés d'irrégularités, le Non l'aurait sans aucun doute emporté.

De plus, même avec ces chiffres-là, les résultats sont mauvais pour le bloc du Front Nationaliste AKP-MHP (pour reprendre la dénomination de coalitions gouvernementales de droite et d'extrême-droite durant les années 70 en Turquie). Ce bloc a perdu près de 10 points si on compare aux résultats des élections législatives de novembre 2015 avec une grande partie de l'électorat du MHP qui a fait défaut. Un exemple frappant est le département d'Osmaniye, proche de la frontière syrienne et du Kurdistan, bastion du nationalisme. En novembre 2015, l'AKP et le MHP avaient totalisé 81 % des voix (47 % pour l'AKP et 34 % pour le MHP), selon même les chiffres contestables donnant le Oui vainqueur, le Oui n'aurait fait que 60 % dans ce département soit une perte d'un tiers du bloc AKP+MHP.

Encore plus important est le vote à Istanbul et à Ankara où, selon ces mêmes chiffres contestables, le « Non » l'aurait emporté avec 51 % des voix alors que le bloc AKP-MHP y regroupait respectivement 56 % et 63 % des voix en novembre 2015 et surtout qu'il s'agit de mairies AKP. Ainsi, l'AKP a perdu un scrutin pour la première fois dans ces deux villes depuis les élections locale de 1994... (qui avaient vu l'élection de R.T.Erdogan à la mairie d'Istanbul). Le « Non » est donc, dans tous les cas, majoritaires dans les trois plus grandes métropoles du pays (Istanbul, Ankara et Izmir où l'AKP est traditionnellement minoritaire). Le sens de ce vote n'est pas seulement symbolique : c'est une difficulté (pas insurmontable certes) pour un pouvoir fort d'avoir contre lui la majorité des trois plus grandes métropoles du pays...

Les bastions du mouvement national kurde ont continué à être très fortement oppositionnel en donnant de larges résultats pour le « Non »... le détail des résultats doit être abordé avec particulièrement de prudence puisque ces départements font l'objet d'une répression forte par l'Etat.

Alors même qu'il fixait comme objectif un score entre 55 % et 60 % pour le « Oui », le régime laissait transparaître un certain épuisement. Bien sûr, la foule des erdoganistes chauffés à blanc a ovationné les dirigeants de l'AKP. Mais le cœur n'y était pas dans le discours du fade premier ministre Binali Yildirim estimant que « personne n'avait perdu et que seule la démocratie avait triomphé ». Ses appels à la concorde nationale ont été repris, avec plus de talent, par R.T.Erdogan devant la presse, puis la foule de ses supporters. Pour tout observateur de la Turquie, on était loin de son arrogance triomphaliste, de ses menaces et de sa grandiloquence habituelle, le discours était plutôt terne avec juste des saillies dénonçant les interdictions de meeting en Europe (argument que les dirigeants européens lui ont servi sur un plateau en argent)... mais comportait une nouvelle manœuvre avec l'annonce d'un nouveau référendum sur le rétablissement de la peine de mort. Cette initiative vise évidemment à récupérer à son profit le vote nationaliste perdu, assurer un référendum qu'il est sûr de gagner.

Nous aurons l'occasion de voir les lendemains de cette manœuvre. Toutefois, il s'agit de ne pas se tromper. Avec cette initiative, Erdogan cherche à reprendre les rênes mais un référendum sur la peine de mort a forcément une ampleur moindre, accorde une légitimité moindre qu'un référendum sur un changement de régime constitutionnel. Il ne s'agit pas non plus de repeindre en rose la situation générale : le régime, en forçant par tous les moyens, cherche à arracher l'obtention d'un « Oui ». En y parvenant, il gagne une nouvelle manche, mais à quel prix ? Les prétentions à la stabilité

du régime se sont définitivement évaporées et la fuite en avant va continuer de mettre plus en plus mal à l'aise des secteurs significatifs de la bourgeoisie sans régler les problèmes sociaux. La seule option praticable pour se maintenir au pouvoir est plus que jamais une politique étrangère guerrière et une politique intérieure fascisante. Mais le ressort est-il toujours là ? La mise en œuvre du système hyper-présidentiel est prévue pour novembre 2019 pour les prochaines élections générales (présidentielle+législatives), beaucoup d'eau sous les ponts et surtout beaucoup de sang peuvent couler jusque-là.

Il faut également souligner l'importance de ce scrutin pour des fractions des populations musulmanes confrontées au racisme en Europe et pour qui, par dérivatif, Erdogan peut représenter une figure positive n'hésitant pas à dénoncer l'islamophobie en cours en Europe... tout en réprimant à tour de bras dans son propre pays. Il y a là une véritable difficulté politique. Ce ne sont pas les gesticulations hypocrites de dirigeants politiques occidentaux, effectivement racistes, qui nous seront utiles mais plutôt la mise en échec en Turquie même d'Erdogan qui permettra la déconstruction de son image de leader bien aimé.

Les combats démocratique et de classe en Turquie, intrinsèquement liés, sont toujours là. Le régime marque des points, tout en perdant en légitimité ce qu'il avait gagné après la tentative de coup d'Etat du 15 juillet, et plus encore. Les jeunes participant-es aux manifestations nocturnes spontanées dans les rues des arrondissements oppositionnels d'Istanbul, d'Ankara ou d'Izmir, à l'heure où ses lignes sont écrites, nous le rappellent : « Ce n'est qu'un début continuons le combat ! ».